



**PRÉFET
DU NORD**

*Liberté
Égalité
Fraternité*

Préfecture du Nord

Secrétariat général
Direction de la coordination des politiques interministérielles
Bureau des procédures environnementales
Réf : DCPI-BPE/IG

**Arrêté préfectoral mettant en demeure la société TRINATURE FRANCE de respecter
les prescriptions applicables aux installations classées pour la protection de
l'environnement pour son établissement situé sur la commune de BLARINGHEM**

Le préfet du Nord,
chevalier de la Légion d'honneur,
chevalier de l'ordre national du Mérite

Vu le code de l'environnement et notamment les articles L. 171-6, L. 171-8, L. 172-1, L. 181-14, L. 511-1 et L. 514-5 ;

Vu le code des relations entre le public et l'administration et notamment l'article L. 411-2 ;

Vu le code de justice administrative et notamment l'article R. 421-1 ;

Vu le décret n° 2016-1265 du 28 septembre 2016 portant fixation du nom et du chef-lieu de la région Hauts-de-France ;

Vu le décret du 17 janvier 2024 nommant monsieur Bertrand GAUME, préfet de la région Hauts-de-France, préfet de la zone de défense et de sécurité Nord, préfet du Nord ;

Vu le décret du 3 avril 2024 nommant monsieur Guillaume AFONSO, sous-préfet chargé de mission auprès du préfet de la région Hauts-de-France, préfet de la zone de défense et de sécurité Nord, préfet du Nord ;

Vu l'arrêté préfectoral d'autorisation du 29 septembre 2020 modifié et notamment le chapitre 1.3 et l'article 4.4.9.1 autorisant la société TRINATURE FRANCE à exploiter une usine de surgélation de légumes sur la commune de BLARINGHEM ;

Vu l'arrêté préfectoral du 2 décembre 2022 imposant des prescriptions complémentaires à la société TRINATURE FRANCE pour la poursuite d'exploitation de son établissement situé à BLARINGHEM ;

Vu l'arrêté préfectoral du 13 février 2025 portant délégation de signature à monsieur Guillaume AFONSO, en qualité de secrétaire général adjoint de la préfecture du Nord ;

Vu le rapport du 3 juillet 2024 du directeur régional de l'environnement, de l'aménagement et du logement Hauts-de-France relatif à l'inspection du 11 juin 2024, transmis à l'exploitant par courriel du 5 juillet 2024 conformément aux articles L. 171-6 et L. 514-5 du code de l'environnement, afin qu'il puisse faire part de ses observations dans un délai de 15 jours ;

Vu l'absence d'observations de l'exploitant suite à la transmission du projet susvisé ;

Considérant ce qui suit :

1. lors de l'inspection du 4 juin 2024, l'inspection des installations classées a constaté :

- les dépassements des valeurs limites des paramètres débit (horaire et journalier), pH, matières en suspension (M.E.S) (en concentration et flux), demande chimique en oxygène (DCO) (en concentration) du rejet des eaux résiduaires dans le milieu naturel (rejet n°2) ;
- l'extension de l'emprise du site ;
- la présence d'une zone de stockage de déchets localisée sur l'extension du site et ne respectant pas les conditions d'exploitation définies dans le dossier de demande d'autorisation environnementale ;
- l'augmentation du volume de stockage de pallox (+ 16 000 m³), en partie sur l'extension de l'emprise du site ;
- la remise en exploitation d'un bâtiment de stockage de matières combustibles sur l'extension de l'emprise du site ;

2. ces constats constituent un manquement aux dispositions de l'article L. 181-14 du code de l'environnement et de l'article 4.4.9.1 et du chapitre 1.3 de l'arrêté préfectoral d'autorisation du 29 septembre 2020 modifié susvisé ;

3. face à ces manquements, il convient de faire application des dispositions de l'article L. 171-8 du code de l'environnement en mettant en demeure la société TRINATURE FRANCE de respecter les prescriptions et dispositions des articles L. 181-14 du code de l'environnement et de l'article 4.4.9.1 et du chapitre 1.3 de l'arrêté préfectoral d'autorisation du 29 septembre 2020 modifié susvisé afin d'assurer la protection des intérêts visés à l'article L. 511-1 du code de l'environnement ;

Sur proposition du secrétaire général de la préfecture du Nord,

ARRÊTE

Article 1^{er} – Objet

La société TRINATURE FRANCE, dont le siège social est situé rue de Wardrecques à BLARINGHEM (59173), est mise en demeure pour son site situé à la même adresse :

- de respecter **sous 3 mois** les dispositions de l'article L. 181.14 du code de l'environnement en portant à la connaissance du préfet les modifications notables apportées à ses installations ;
- de respecter **sous 15 jours** les dispositions du chapitre 1.3 de l'arrêté préfectoral d'autorisation du 29 septembre 2020 modifié susvisé en relocalisant la zone de stockage sur l'emprise du site et en entreposant les déchets dans des conditions les préservant des eaux météoriques, des envols et des odeurs ;
- en se conformant **sous 6 mois** aux dispositions de l'article 4.4.9.1 de l'arrêté préfectoral d'autorisation du 29 septembre 2020 modifié susvisé en respectant les valeurs limites attribuées aux paramètres «débit moyen horaire », « débit maximal journalier », « pH », «

« concentration et flux en matières en suspension (M.E.S) », « concentration en demande chimique en oxygène (DCO) ».

Les délais courent à compter de la notification de l'arrêté.

Article 2 - Sanctions

Faute par l'exploitant de se conformer aux prescriptions du présent arrêté, il pourra être fait application, indépendamment des sanctions pénales encourues, des sanctions administratives prévues par les dispositions du II de l'article L. 171-8 du code de l'environnement.

Article 3 – Voies et délais de recours

Le présent arrêté peut faire l'objet d'un recours administratif dans un délai de deux mois à compter de sa notification en application de l'article L. 411-2 du code des relations entre le public et l'administration :

- recours gracieux, adressé au préfet du Nord, préfet de la région Hauts-de-France – 12, rue Jean sans Peur – CS 20003 – 59039 LILLE Cedex ;
- et/ou recours hiérarchique, adressé à la ministre de la transition écologique, de la biodiversité, de la forêt, de la mer et de la pêche – Grande Arche de La Défense – 92055 LA DEFENSE Cedex.

En outre et en application de l'article L. 171-11 du code de l'environnement, l'arrêté est soumis à un contentieux de pleine juridiction. Conformément aux dispositions de l'article R. 421-1 du code de justice administrative, il peut faire l'objet d'un recours contentieux auprès du tribunal administratif de LILLE dans un délai de deux mois suivant sa notification ou suivant le rejet d'un recours gracieux ou hiérarchique issu de la notification d'une décision expresse ou par la formation d'une décision implicite née d'un silence de deux mois gardé par l'administration.

Le tribunal administratif de Lille peut être saisi par courrier à l'adresse : 5 rue Geoffroy Saint-Hilaire, CS 62039, 59014 LILLE Cedex ou par l'application Télerecours citoyen accessible sur le site www.telerecours.fr.

Article 4 – Décision et notification

Le secrétaire général de la préfecture du Nord et le sous-préfet de DUNKERQUE sont chargés de l'exécution du présent arrêté qui sera notifié à l'exploitant et dont copie sera adressée aux :

- maire de BLARINGHEM ;
- directeur régional de l'environnement, de l'aménagement et du logement (DREAL) Hauts-de-France chargé du service d'inspection des installations classées pour la protection de l'environnement ;

En vue de l'information des tiers :

- un exemplaire du présent arrêté sera déposé en mairie de BLARINGHEM et pourra y être consulté ; un extrait de l'arrêté, énumérant notamment les prescriptions auxquelles

l'installation est soumise, sera affiché en mairie pendant une durée minimum d'un mois ;
procès-verbal de l'accomplissement de ces formalités sera dressé par les soins du maire ;

- l'arrêté sera publié sur le site internet des services de l'État dans le Nord (<http://nord.gouv.fr/icpe-industries-med-2025>) pendant une durée minimale de deux mois.

Fait à LILLE, le **10 MARS 2025**

Pour le préfet et par délégation,
le secrétaire général adjoint

Guillaume AFONSO

